



Toute personne ayant assisté à une commission paritaire ou technique dans les Alpes de Haute Provence peut en témoigner : La FSU04 n'a pas pour usage le double langage.

Le poing en l'air devant les collègues et les sourires confits tout en courbettes devant les autorités ? Ce n'est pas dans nos pratiques !

Voter pour la FSU au CTA c'est être certains de désigner, dans les CT et CDEN et dans les différentes CAPD du 04, des délégués du personnel

- qui ont fait leurs preuves,
- qui ne mâchent pas leurs mots face aux représentants de l'état
- qui portent haut et clair votre parole sans ronds de jambe ni langue de bois ou faux semblant en sachant appeler un chat un chat.
- qui connaissent leurs dossiers, les situations concrètes du terrain
- qui sont disponibles pour la défense individuelle de chacune et chacun.

Concernant les métiers de l'éducation, aucune autre organisation syndicale dans le 04 ne peut en dire autant sans mentir.

Depuis déjà quelques semaines, les boîtes électroniques sont inondées de mail d'organisations syndicales dont, pour certaines, on découvre le nom. Organisations qui apparaissent à l'occasion des élections et que nous ne reverrons plus jusqu'au prochain scrutin. Organisations que nous apprécierions pourtant de voir prendre part aux actions sur le terrain et aux luttes concrètes et quotidiennes.

Il serait temps que le gouvernement concède que la relance de l'activité économique, tout comme la préparation des mutations de notre société, ne peuvent se réaliser sans services publics ni Fonction publique, et des services publics et une Fonction publique de qualité ! Qu'attend-il pour reconnaître leur rôle éminent dans le fonctionnement de notre économie, qu'il s'agisse de la formation des futurs citoyens et des futurs salariés à travers notre système éducatif et de formation professionnelle, de leur santé, des réseaux routiers ou des transports collectifs qu'ils empruntent, du logement aidé, de l'accueil de la petite enfance et des personnes âgées, des subventions aux entreprises...?

Or, le sort fait à la Fonction publique, et particulièrement dans le projet de budget 2015, n'invite pas à l'optimisme : baisse des dépenses publiques et ainsi des dépenses de l'Etat, gel du point d'indice, diminutions

des budgets des administrations et des dotations aux collectivités territoriales, réduction de moitié des enveloppes catégorielles...

A l'heure où il est question de réforme de l'Etat et de réforme territoriale, le gouvernement ne doit pas laisser faire le « fonctionnaire bashing ». Il doit affirmer au contraire le besoin de Fonction publique et dévoiler enfin son projet pour son avenir et celui de ses agents.

La FSU porte avec détermination aussi bien la nécessité de donner davantage de perspectives de carrière à toutes et tous, l'exigence de revalorisation salariale que le développement des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire. Ce ne sont pas des dettes laissées aux futures générations, ce sont des investissements pour préparer mieux leur avenir !

C'est pourquoi, alors que s'ouvre le débat parlementaire sur le budget, la FSU réaffirme que la Fonction publique est un investissement et non une charge pour la société, qu'elle est bien une idée moderne capable de répondre aux défis du XXIème siècle et que les usagers peuvent compter sur l'expertise et l'engagement des agents.

Défendre la Fonction publique et ses agents est bien le combat de la FSU ! Alors Monsieur le Premier Ministre, qu'attendez-vous pour dire, à l'instar de votre déclaration « pro business » devant les patrons, « J'aime la Fonction publique....et ses agents ! ».

